

Burundi : Les "formations du soir" dans le collimateur du gouvernement

@rib News, 08/03/2018 – Source XinhuaLe Burundi prépare une réglementation spécifique sur les "formations universitaires du soir" pour mettre fin aux "irrégularités"Le Burundi prépare une réglementation spécifique sur les "formations universitaires du soir" pour mettre fin aux "irrégularités" observées en la matière, a déclaré mercredi Isidore Ntirampeba (photo), conseiller principal chargé de la communication auprès du cabinet du deuxième vice-président du Burundi, Joseph Butore.

Dans un point de presse animé mercredi à Bujumbura, M. Ntirampeba est intervenu à ce sujet au lendemain de la transmission d'une correspondance envoyée, par le cabinet du vice-président Butore, à la ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieure et de la Recherche Scientifique, Janvière Ndirahisha, lui demandant de fournir une "note complète" montrant les envoyés de la Fonction Publique burundaise ayant déjà suivi de telles formations dispensées à travers le pays. L'intention du gouvernement burundais, a-t-il précisé, est de mettre sur pied une réglementation, qui va guider ces formations, "afin qu'aucune partie n'en souffre", qu'il s'agisse dans le camp gouvernemental (employeur) ou que ce soit dans celui des bénéficiaires de ces formations. "Le gouvernement burundais n'a ni l'intention de suspendre ces formations, ni l'intention de refuser la reconnaissance des diplômes qui en sont issues. Mais c'est plutôt tout simplement une démarche gouvernementale en cours pour la collecte de toutes les informations nécessaires en vue de mettre en place une réglementation qui va résoudre toutes les questions ou les défis liés à ces formations", a-t-il expliqué. Toutefois, a-t-il insisté, à ce jour, l'organisation de ces formations du soir au Burundi, est émaillée "d'irrégularités" dans la mesure où certains étudiants qui suivent ces formations sont censés être au travail ; alors que certains enseignants ont d'autres responsabilités qui leur sont confiés au sein de l'administration publique burundaise. "La préoccupation majeure pour le gouvernement burundais, vise à une solution médiane permettant aux bénéficiaires de ces formations de suivre des formations complètes ; mais tout en permettant aussi au gouvernement de ne pas continuer à perdre des ressources intellectuelles. J'insiste donc pour réaffirmer que ces formations du soir ne sont pas à stopper, mais ont besoin impérativement d'une réglementation ad hoc pour tirer les choses au clair", a-t-il affirmé.